



Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 408 du 23 novembre 2025

Un budget d'austérité et de guerre qui s'inscrit dans l'offensive économique et militaire des vieilles puissances occidentales sous la houlette de l'empire américain

Lundi dernier, Macron et Zelensky ont signé à Paris un plan d'achat à la France par l'Ukraine de 100 Rafales à l'horizon 2035, soit un montant entre 12 et 25 milliards d'euros dont le financement, si la promesse est tenue, reviendrait pour l'essentiel aux fonds d'aide à l'Ukraine. Zelensky, affaibli par les affaires de corruption au sommet de l'État, a qualifié d'« *historique* » cette commande qui instaurerait un partenariat militaire avec la France sur dix ans. « *Ensemble, avec nos partenaires, nous continuerons d'agir en faveur de la paix, d'une paix juste, durable, conforme au droit international, assurant la sécurité d'une Ukraine souveraine, indépendante, libre et européenne* », a prétendu Macron pour justifier son engagement à doter l'Ukraine d'une « *capacité de dissuasion* » contre la Russie pour les meilleurs profits de Dassault. « *Nous continuerons à miser sur le rapprochement de nos industries de défense* », a-t-il dit, dont des livraisons de « *drones intercepteurs, des bombes guidées* » avant 2028. Il a aussi annoncé un contrat d'un demi-milliard pour Alstom, qui vendrait à l'Ukraine les locomotives nécessaires au transport des armes européennes.

Loin d'agir en faveur de la paix, l'État français a une politique de guerre contre la Russie qui réfute la propagande cynique selon laquelle la France et les autres pays de l'OTAN n'auraient d'autres objectifs que de garantir l'indépendance de l'Ukraine. En fait, sous la domination des USA, ces derniers mènent une guerre par procuration avec le sang des Ukrainiens qu'ils utilisent comme justification pour financer leur réarmement en invoquant auprès de l'opinion la menace fantasmée d'une agression de Moscou contre l'Europe.

Le dernier « *plan de paix* », un plan de dépeçage de l'Ukraine, annoncé par Trump en accord avec Poutine, est une nouvelle étape de la guerre entre les vieilles puissances impérialisme et l'expansionnisme du capitalisme russe. Il vise à négocier les rapports de forces sur les fronts économiques et militaires avec la Russie tout en poursuivant la vassalisation des pays de l'UE qui tentent de faire valoir leurs propres intérêts. L'Ukraine ne pourrait pas intégrer l'Otan qui pour Trump semble devenue obsolète

mais intégrerait l'UE, c'est-à-dire le camp occidental, autre forme d'alliance contre la Russie, ce qui permettrait aux USA de se dégager de la guerre tout en gardant une influence économique et militaire prépondérante dans le partage de l'Ukraine. La sécurité militaire de l'Ukraine et l'Europe contre la Russie serait garantie par les USA.

Macron et les autres puissances européennes participant au G20 ce week-end en Afrique du Sud veulent renégocier ce plan en fonction de leurs propres intérêts en prenant argument de la défense de la souveraineté de l'Ukraine alors qu'aujourd'hui, à Genève, Zelensky engageait des discussions avec Rubio et Witkoff. Ces marchandages entre grandes puissances sous la tutelle des USA au mépris des populations d'Ukraine et de Russie ne peuvent déboucher sur la paix, pas plus que « *le plan de paix* » de Trump pour Gaza, véritable plan colonial.

Ce dernier a été adopté, cette même semaine, par le Conseil de sécurité des Nations Unies. La résolution votée par l'ensemble des membres du Conseil, sauf la Russie et la Chine qui se sont abstenues, prévoit la création d'une « *force internationale de stabilisation* » (ISF) chargée de démilitariser, c'est-à-dire de désarmer le Hamas, et de gouverner Gaza devenue, avec la bénédiction de l'ONU se trahissant elle-même, un protectorat sous la domination des USA associés à Israël.

Elle prévoit également la formation d'un « *conseil de paix* » conformément au plan de Trump chargé de conduire cette politique pour « *stabiliser* » Gaza jusqu'en décembre 2027.

Les USA veulent associer dans cette coalition des forces dites de stabilisation, les pays arabes du Moyen Orient, Qatar, Égypte, Émirats arabes unis, Arabie saoudite, Jordanie auxquels s'ajoutent la Turquie et « *la plupart des pays à majorité musulmane comme l'Indonésie, l'Azerbaïdjan et d'autres* » selon les déclarations de l'ambassadeur américain auprès des Nations Unies.

Et comble de cynisme, la résolution prétend que « *les conditions pourraient finalement être en place pour un chemin crédible vers une autodétermination palestinienne et un statut d'État* ».

Trump pouvait se glorifier de cette résolution honteuse : *« Félicitations au monde entier pour le vote incroyable du Conseil de sécurité des Nations Unies, il y a quelques instants, qui reconnaît et approuve le CONSEIL DE LA PAIX, que je présiderai et qui comprendra les dirigeants les plus puissants et les plus respectés du monde entier »*.

Pendant ce temps, Netanyahu a continué les bombardements au Liban, dans la bande de Gaza et en Cisjordanie - le « cessez-le-feu » n'a jamais réellement eu lieu - ainsi qu'à la frontière du Liban tout en réaffirmant son opposition à toute forme d'État palestinien et qu'il n'était pas question pour Israël de renoncer à son contrôle militaire sur Gaza : *« Notre opposition à un État palestinien sur quelque territoire que ce soit n'a pas changé [...] Gaza sera démilitarisée et le Hamas sera désarmé, par la manière douce ou par la manière forte. Je n'ai pas besoin d'affirmations, de tweets ou de leçons. »*

Les États-Unis ont déjà ouvert une base militaire à Kiryat Gat, près de la bande de Gaza, afin de superviser la mise en œuvre de la première partie du prétendu cessez-le-feu et l'entrée de l'aide humanitaire. Ils entendent prendre la main et le lendemain Trump recevait à la Maison-Blanche, en grande pompe, le prince héritier d'Arabie Saoudite Mohammed ben Salmane, MBS, dont il a défendu le règne sanglant pour, au passage, le blanchir du meurtre du journaliste Khashoggi coupé en morceaux avant d'être dissout dans l'acide, dont il *« ne savait rien »* ! Le commanditaire plus que probable de ce monstrueux assassinat constitue une pièce maîtresse face à Israël dans le déploiement américain au Moyen-Orient engagé par les accords d'Abraham de 2020 dont l'Arabie saoudite n'est pas signataire. Par ailleurs, le prince promet d'investir 1000 milliards de dollars aux États-Unis... sans compter les bitcoins et les hôtels de la famille Trump ! Sans oublier non plus que MBS est venu aux États-Unis pour acheter des avions de combat et d'autres armes afin de réprimer sa propre population et celles des pays voisins, en particulier le Yémen, où l'Arabie saoudite mène une guerre qui a tué des centaines de milliers de personnes et affamé des millions d'autres.

Le militarisme et la guerre, c'est la guerre contre le monde du travail, les budgets d'austérité et les licenciements au service du capital

Le secrétaire américain à la Guerre Pete Hegseth a déclaré récemment lors d'un discours que les États-Unis se trouvaient à *« un moment style 1939 »* dû à *« l'urgence croissante »* avec laquelle *« les ennemis se rassemblent, les menaces grandissent »*, ajoutant : *« Nous ne construisons pas pour un temps de paix. Nous orientons le Pentagone et notre base industrielle sur la base d'une guerre »*. Ici, devant le Congrès des maires de France, le chef d'état-major des armées appelle à *« accepter de perdre ses enfants »* dans la perspective d'une guerre contre la Russie et Macron veut remettre en place le service militaire !

La menace de conflits militaires directs avec la Russie, la Chine ou des puissances comme l'Iran ou le Venezuela font bien partie des plans des états-majors. Elle est une donnée essentielle de la période actuelle, conséquence d'un capitalisme sans autre horizon qu'une guerre économique et commerciale qui a nécessairement pour corollaire le militarisme et la mondialisation de la guerre. Il ne s'agit pas d'une question idéologique ou de projets de cerveaux malades mais d'une politique délibérée si ce n'est consciente des différentes fractions de l'oligarchie financière mondiale qui se battent pour s'approprier la plus grande part possible de la plus-value produite par le prolétariat.

La préparation des affrontements à venir implique un réarmement dont le coût est supporté par le monde du travail. Les conséquences de la guerre commerciale internationale et les exigences de profit des banques et des multinationales, la militarisation qui en résulte sont incompatibles avec l'État social tel qu'il est apparu en Europe après la Seconde Guerre mondiale. Les retraites, la santé et de nombreux autres services publics ne peuvent plus être financés sous leur forme actuelle. Des mesures d'austérité rigoureuses et une nouvelle déréglementation de l'économie sont inévitables.

Telles sont les conclusions du rapport du Fonds monétaire international (FMI) sur la situation économique en Europe, présenté le 4 novembre à Bruxelles par Alfred Kammer, directeur européen du FMI, devant un parterre de banquiers. Le rapport, intitulé *« Comment l'Europe peut-elle payer ce qu'elle ne peut pas se permettre ? »*, dresse un tableau dramatique de la situation financière et économique.

Dans la lutte pour les marchés, les matières premières et les profits, la « libre concurrence » devient une guerre commerciale et militaire ouverte tandis qu'à l'intérieur la résistance à la guerre et à la casse sociale est réprimée par des mesures policières, autoritaires.

Cela est particulièrement évident aux États-Unis où Donald Trump instaure une dictature présidentielle et déploie l'armée dans les villes. Mais l'Europe suit la même voie, comme le montre clairement le rapport du FMI. Les *« coupes profondes dans le contrat social »* qu'il déclare inévitables ne peuvent être imposées que par des mesures autoritaires.

Une politique réactionnaire au service des intérêts de l'oligarchie qui n'a cessé de se renforcer ces dernières décennies.

Dans un rapport publié le 18 novembre, l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) montre à quel point les revenus de cette infime partie de la population se sont envolés depuis vingt ans. Les 0,1 % de Français disposant des revenus déclarés les plus élevés, soit 40 700 foyers en 2022, ont un revenu moyen d'1 million d'euros par an. De l'argent issu pour moitié des dividendes et autres recettes tirées de leurs actifs

financiers et, pour 38 % seulement, de leurs traitements, salaires et retraites.

Entre 2003 et 2022, leur revenu moyen a plus que doublé en euros courants (+ 119 %). Une augmentation bien supérieure à l'inflation, et « *2,6 fois plus forte que pour le reste des foyers fiscaux (+ 46 %)* ». En 2003, les foyers à très hauts revenus gagnaient déjà, en moyenne, 95 fois plus que les ménages les plus modestes. « *En 2022, ils ont gagné 167 fois plus !* ».

Le militarisme et la politique de réarmement se font dans les intérêts de cette minorité capitaliste parasite et prédatrice qui tire sa richesse de l'exploitation du travail et ne peut qu'aggraver cette exploitation au détriment de toute la population.

Le 13 novembre, l'Insee a annoncé que le taux de chômage avait encore augmenté au troisième trimestre, dans tout le pays les licenciements se multiplient, la pauvreté augmente...

La mascarade parlementaire à laquelle donne lieu la discussion sur le budget et l'austérité ne peut donner le change. Les uns et les autres discutent à la marge en fonction de leurs intérêts électoraux et de leurs appareils politiques, de leurs rivalités actuelles et passées, mais aucun, de la gauche à l'extrême droite, ne remet en cause la logique fondamentale du système à laquelle ils sont bien incapables de s'opposer, le voudraient-ils.

A la manière de Gilets jaunes comme nous l'avons fait le 10 septembre, construisons nos solidarités de classe et internationalistes contre l'austérité et la guerre

Pour le grand patronat comme pour les banques et la finance, la simple « *suspension* » de la réforme des retraites est inacceptable pour les mêmes raisons qu'ils sont hostiles à la taxe Zucman. Non pas qu'ils ne pourraient faire face aux deux mais parce qu'ils mènent un combat politique contre le monde du travail auquel il n'est pas question de concéder même des miettes. Concurrence internationale oblige !

C'est pourquoi le Medef, pourtant si soucieux de dialogue social, refuse de participer au conclave bis sur les retraites, la conférence travail-retraite et que de plus en plus de grands patrons suivent Bolloré pour afficher leur sympathie pour le RN ou pour une union des droites des LR au RN...

La guerre pour les profits contre le prolétariat et entre puissances rivales n'est pas compatible avec la moindre démocratie et les institutions parlementaires sont condamnées à se réduire de plus en plus au cadre institutionnel d'un régime autoritaire voire d'une dictature populiste.

La montée des forces réactionnaires est directement le produit de la faillite du capitalisme qui soumet tous les

partis à ses exigences. Et l'on voit la gauche parlementaire s'intégrer au système, s'y soumettre et la gauche syndicale capituler en rase campagne, étouffer le mécontentement, la colère sous sa passivité et laisser la place à la réaction.

Il n'y a en effet pas d'alternative tant que la propriété privée capitaliste reste intacte et que les intérêts du profit priment sur les besoins sociaux. Promettre, comme le font la France insoumise et Mélenchon, qu'il suffit de voter pour eux pour qu'ils mettent fin aux coupes sociales et inversent la tendance sans toucher au système capitaliste, est une imposture.

L'État de droit est un mythe de la même façon que le droit international, le capital ne connaît que la politique du rapport de force. Il peut composer s'il en a les moyens, mais aujourd'hui ce n'est plus possible tant au niveau national qu'au niveau international.

La guerre contre le prolétariat et la guerre entre nations capitalistes rivales participent de la même lutte pour l'appropriation privée, le pillage des richesses, la poursuite de l'accumulation capitaliste.

Dans un capitalisme qui a atteint ses limites historiques et géographiques, il n'y a plus de compromis possible. Il n'est plus possible de conquérir des progrès dans le cadre du système qui retourne les prodigieux progrès techniques en cours contre le monde du travail pour renforcer l'exploitation, le pillage de la nature dans une fuite en avant qui aggrave sans cesse la crise écologique et le réchauffement climatique comme le démontre l'impuissance de la COP30.

Prétendre que, d'une façon ou d'une autre, il serait possible d'améliorer nos vies en améliorant le système serait un mensonge et les travailleur-es ont besoin de lier toutes leurs luttes et leurs revendications à la contestation du capitalisme afin de se préparer à la lutte pour le pouvoir afin d'en finir avec la domination d'une classe minoritaire, parasite et corrompue.

Mettre en œuvre une politique d'indépendance de classe au quotidien, dans les mobilisations et les luttes comme dans les élections, c'est travailler à construire des liens, à s'organiser autour d'un programme de transformation révolutionnaire de la société, une stratégie de lutte pour le pouvoir pour renverser l'ordre bourgeois.

L'indépendance de classe est fondée sur la question de qui gouverne, sur quelle base sociale, au service de quels intérêts afin de s'affranchir du préjugé conservateur qu'il n'y aurait pas d'issue hors du cadre institutionnel, c'est-à-dire de l'ordre capitaliste. L'alternative au capitalisme en faillite passe par la rupture avec le cadre institutionnel qui perpétue sa domination qui n'est pas plus capable de démocratie que le capitalisme de progrès.

Yvan Lemaitre